

Cote du document: IFAD12/3/R.3
Ordre du jour: 5
Date: 23 septembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Projet de résolution sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Katherine Meighan

Conseillère juridique
téléphone: +39 06 5459 2496
courriel: k.meighan@ifad.org

Sylvie Arnoux

Juriste principale
téléphone: +39 06 5459 2460
courriel: s.arnoux@ifad.org

Ronald Hartman

Directeur
Division de l'engagement, des partenariats et
de la mobilisation des ressources à l'échelle
mondiale
téléphone: +39 06 5459 2610
portable: +39 331 684 7665
courriel: r.hartman@ifad.org

Leon Williams

Responsable principal des partenariats,
Reconstitution des ressources
téléphone: +39 06 5459 2809
portable: +39 366 783 5759
courriel: l.williams@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA —
Troisième session

Rome, 19-21 octobre 2020

Pour: **Examen**

Note aux membres

Le premier projet de résolution du Conseil des gouverneurs sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (la résolution sur FIDA12), que l'on trouvera en pièce jointe au présent document, est soumis à l'attention des membres de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA.

Les membres noteront que le présent projet est substantiellement conforme à la version communiquée à la deuxième réunion de la deuxième session de la Consultation, et qu'il respecte la structure générale et le contenu de la résolution sur FIDA11.

Les observations formulées par les membres avant la réunion de juillet ont fait l'objet d'une réponse par écrit.

À l'issue des délibérations de la troisième session, un projet révisé de la résolution sur FIDA12, prenant en compte les conclusions de la session, sera élaboré et fourni aux membres, qui seront invités à faire des observations. Lorsque celles-ci auront été reçues, le projet de résolution sur FIDA12 sera de nouveau révisé et transmis pour examen à la quatrième session. La version finale de la résolution sur FIDA12 sera présentée au Conseil des gouverneurs en février 2021 pour examen et approbation.

Résolution ____/XLIV

Douzième reconstitution des ressources du FIDA

Le Conseil des gouverneurs du FIDA,

Rappelant les dispositions pertinentes de l'Accord portant création du Fonds international de développement agricole (l'Accord), en particulier les articles 2 (Objectif et fonctions), 4.1 (Ressources du Fonds), 4.3 (Contributions supplémentaires), 4.4 (Augmentation de contributions), 4.5 (Conditions régissant les contributions), 4.6 (Contributions spéciales) et 7 (Opérations), ainsi que la résolution 77/2 (1977) du Conseil des gouverneurs, modifiée par la résolution 86/XVIII (1995) (Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration);

Rappelant en outre la résolution 211/XLIII, adoptée par le Conseil des gouverneurs en 2020, relative à l'établissement de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, par laquelle le Conseil des gouverneurs, à sa quarante-troisième session, conformément à la section 3 de l'article 4 de l'Accord, charge la Consultation de déterminer si les ressources dont dispose le Fonds sont suffisantes et de lui en rendre compte, et rappelant en particulier la nécessité, pour la Consultation, de présenter un rapport sur les résultats de ses délibérations, assorti de toute recommandation y relative, à la quarante-quatrième session et, s'il y a lieu, aux sessions suivantes du Conseil des gouverneurs, en vue de l'adoption, le cas échéant, desdites résolutions;

Ayant considéré que, afin de déterminer si les ressources dont dispose le Fonds sont suffisantes, il a été tenu compte du fait qu'il fallait d'urgence augmenter le flux des ressources externes pour exécuter le mandat du FIDA, consistant à œuvrer en faveur de l'élimination de la pauvreté rurale, de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable, particulièrement dans des conditions de concessionnalité, ainsi que le mandat spécial du Fonds et sa capacité opérationnelle de canaliser efficacement des ressources supplémentaires vers les États membres admissibles;

Ayant pris en compte et approuvé les conclusions et recommandations du Rapport de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (GC 44/____) (Rapport sur FIDA12) concernant la nécessité et l'opportunité de disposer de ressources supplémentaires pour les opérations du Fonds;

Agissant en vertu de la section 3 de l'article 4 de l'Accord;

Décide ce qui suit:

I. Niveau de reconstitution des ressources et appel à contributions supplémentaires

1. **Ressources disponibles.** Les ressources dont dispose le Fonds à la fin de la période couverte par FIDA11 ainsi que les fonds provenant des opérations ou d'autres sources, hors fonds empruntés, durant la période triennale débutant le 1^{er} janvier 2022 (période couverte par la reconstitution des ressources), sont estimés à _____ milliards d'USD.
2. **Appel à contributions supplémentaires.** Compte tenu des conclusions et recommandations figurant dans le Rapport de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (Rapport sur FIDA12) quant à la nécessité et à l'opportunité de prévoir des ressources supplémentaires pour les opérations du Fonds, les Membres sont invités par la présente à verser des contributions supplémentaires aux ressources du Fonds, aux termes de la section 3 de l'article 4 de l'Accord (Contributions supplémentaires), conformément aux dispositions énoncées ci-après. Par "contributions supplémentaires", on entend:
 - a) les contributions de base destinées à appuyer le programme de prêts et dons;
 - b) les contributions destinées à appuyer le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+);
 - c) les contributions destinées à appuyer le Programme de participation du secteur privé au financement (Programme PSPF);
 - d) l'élément de libéralité de tout prêt concessionnel de partenaire;

chacun de ces éléments étant défini plus amplement au paragraphe 4 de la présente résolution.

Telle qu'elle est employée dans la présente résolution, l'expression "prêt concessionnel de partenaire" (ou "prêt de partenaire consenti à des conditions favorables") s'entend de tout prêt accordé par un État membre ou l'une des institutions bénéficiant de son appui, qui comporte un élément de libéralité au profit du Fonds et qui est par ailleurs cohérent avec le Cadre d'emprunt intégré approuvé par le Conseil d'administration; l'expression "institution bénéficiant de l'appui d'un État" s'entend de toute entreprise ou institution de financement du développement à caractère public ou sous la tutelle d'un État membre, à l'exception des institutions multilatérales.

3. **Cible de reconstitution des ressources.** Le niveau cible des contributions de base et de l'élément de libéralité de tout prêt concessionnel de partenaire, pour la période couverte par la Douzième reconstitution des ressources est fixé à [] milliards d'USD, à l'appui d'un programme de prêts et dons cible de [] milliards d'USD (les ressources étant, dans tous les cas, affectées selon le Système d'allocation fondé sur la performance).

II. Contributions

4. **Contributions supplémentaires.** Durant la période couverte par la reconstitution des ressources, le Fonds accepte les contributions supplémentaires de tout État membre comme suit:
 - a) la contribution de base dudit État membre aux ressources du Fonds;
 - b) toute contribution dudit État membre à l'appui de l'ASAP+;
 - c) toute contribution dudit État membre au Programme PSPF;
 - d) l'élément de libéralité de tout prêt concessionnel de partenaire.

5. **Mécanisme de contribution au Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD).** En ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe 4 de la présente résolution, le FIDA a établi un mécanisme dynamique préfinancé, au titre duquel l'enveloppe du CSD est fonction des engagements pris. Les États membres contribueraient à la reconstitution des ressources au moyen d'une seule annonce de contribution, selon le mécanisme du niveau de base soutenable de reconstitution des ressources, pour garantir le plein remboursement de tous les projets relevant du CSD approuvés jusqu'à la fin de FIDA11 et pour assurer le financement de nouveaux dons au titre du CSD.
6. **Conditions régissant les contributions supplémentaires**
- a) Chaque État membre reçoit des voix de contribution au prorata de sa contribution de base et de l'élément de libéralité de tout prêt concessionnel de partenaire et, sous réserve des conditions définies à l'alinéa c) ci-après, de ses contributions à l'appui de l'ASAP+ et du Programme PSPF, conformément à la section 3 de l'article 6 de l'Accord.
 - b) Les contributions de base sont versées sans restriction quant à leur utilisation.
 - c) Au cours de la période couverte par la reconstitution des ressources, le Fonds accepte les contributions supplémentaires des États membres, y compris des organismes bilatéraux de développement et autres organismes publics, qui peuvent viser à financer l'ASAP+ et le Programme PSPF. Des voix de contribution seront attribuées aux États membres au prorata de leurs contributions supplémentaires à l'appui de l'ASAP+ et du Programme PSPF. Le Fonds appelle les États membres à tout faire pour maximiser leur contribution de base avant de contribuer à l'ASAP+ et au Programme PSPF.
 - d) Conformément à l'alinéa a) de la section 5 de l'article 4 de l'Accord, les contributions supplémentaires ne sont remboursées aux Membres contributeurs que conformément aux dispositions de la section 4 de l'article 9 de l'Accord.
7. **Contributions spéciales**
- a) Au cours de la période couverte par la reconstitution des ressources, le Conseil d'administration peut accepter, au nom du Fonds, des contributions ~~non affectées~~ aux ressources du Fonds provenant d'États non membres ou d'autres sources (contributions spéciales).
 - b) Le Conseil d'administration peut également envisager d'adopter des mesures visant à autoriser la participation desdits contributeurs à ses réunions sur une base ad hoc, à condition que ces mesures n'aient aucune incidence sur la gouvernance du Fonds.
8. **Annonces de contribution.** Le FIDA enregistre les annonces, par les Membres, de leur intention de faire des contributions supplémentaires, comme établi à l'annexe XI du Rapport sur FIDA12. Les Membres qui n'ont pas encore annoncé officiellement leur contribution sont invités à le faire de préférence au plus tard le dernier jour de la période de six mois qui suit l'adoption de la présente résolution. Le Président soumettra une annexe XI révisée au Rapport sur FIDA12 à tous les Membres du Fonds dans les 15 jours qui suivent la date susmentionnée.
9. **Libellé des contributions.** Les Membres libellent leurs contributions, selon le cas:
- a) en droits de tirage spéciaux (DTS);
 - b) dans une monnaie utilisée pour calculer la valeur du DTS;
 - c) dans la monnaie du Membre contributeur, si celle-ci est librement convertible et que le taux d'inflation du Membre durant la période allant du

1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2019 n'a pas dépassé le taux de 10% par an en moyenne déterminé par le Fonds.

10. **Taux de change.** Aux fins du paragraphe 4 de la présente résolution, les engagements et annonces de contribution faits en application de la présente résolution sont déterminés sur la base du taux de change moyen de fin de mois du Fonds monétaire international entre les monnaies à convertir en dollars des États-Unis sur la période de six mois précédant l'adoption de la présente résolution (1^{er} avril-30 septembre 2020), arrondi à la quatrième décimale.
11. **Contributions non acquittées.** Les Membres qui n'ont pas encore versé intégralement leurs contributions antérieures aux ressources du Fonds et qui n'ont pas encore déposé leur instrument de contribution ou versé leur contribution aux précédentes reconstitutions des ressources sont vivement invités à prendre les dispositions nécessaires en ce sens.
12. **Accroissement du montant d'une contribution.** Un Membre peut à tout moment accroître le montant de l'une quelconque de ses contributions.

III. Instruments de contribution

13. **Clause générale.** Tout Membre qui verse des contributions aux termes de la présente résolution (sauf en ce qui concerne l'élément de libéralité d'un prêt concessionnel de partenaire) dépose auprès du Fonds, de préférence au plus tard le dernier jour de la période de [six] mois qui suit l'adoption de la présente résolution, un instrument de contribution [ou un instrument équivalent] par lequel il s'engage officiellement à verser des contributions supplémentaires au Fonds, conformément aux conditions de la présente résolution, et dans lequel il précise le montant de sa contribution dans la monnaie de libellé. Tout État membre ou institution bénéficiant de son appui qui accorde un prêt concessionnel de partenaire aux termes de la présente résolution conclut avec le Fonds un accord de prêt concessionnel de partenaire, de préférence au plus tard le dernier jour de la période de [six] mois qui suit l'adoption de la présente résolution, mais en aucun cas avant que l'État membre ait déposé un instrument de contribution ou fait un versement correspondant au montant de sa contribution de base, déterminé au titre du Cadre d'emprunt intégré approuvé par le Conseil d'administration.
14. **Contributions non conditionnelles.** Sauf disposition contraire énoncée au paragraphe 15 de la présente résolution, tout instrument de contribution déposé conformément au paragraphe 13 constitue de la part du Membre concerné un engagement non conditionnel de procéder au paiement de sa contribution suivant les modalités et conditions énoncées dans la présente résolution, ou autrement approuvées par le Conseil d'administration. Aux fins de la présente résolution, ladite contribution est dénommée "contribution non conditionnelle".
15. **Contributions conditionnelles.** À titre exceptionnel, si un Membre ne peut pas prendre un engagement non conditionnel en raison de sa pratique législative, le Fonds peut accepter de sa part un instrument de contribution prévoyant expressément que toutes les tranches de sa contribution, hormis la première, seront versées sous réserve des crédits budgétaires à venir. Un tel instrument de contribution engage toutefois le Membre à faire de son mieux pour: i) mobiliser des crédits couvrant l'intégralité des montants figurant aux dates de versement indiquées au paragraphe 20 b) de la présente résolution; ii) notifier le Fonds dès que les crédits relatifs à chaque tranche de versement sont obtenus. Aux fins de la présente résolution, les contributions de ce type sont dénommées "contributions conditionnelles", mais sont réputées non conditionnelles dès lors que l'ouverture de crédit a été obtenue et notifiée au Fonds.

IV. Prise d'effet

16. **Prise d'effet de la reconstitution des ressources.** La reconstitution des ressources prend effet à la date à laquelle les instruments de contribution ou les paiements effectués sans instrument de contribution relatifs aux contributions supplémentaires des Membres mentionnées à la section II (Contributions) de la présente résolution ont été déposés ou reçus par le Fonds pour un montant global équivalant à au moins 50% des annonces de contribution, comme communiqué aux Membres par le Président conformément au paragraphe 4 de la présente résolution.
17. **Prise d'effet des différentes contributions.** Tout instrument de contribution déposé et accepté par le FIDA comme un instrument dûment exécuté au plus tard à la date de la prise d'effet de la reconstitution des ressources prend effet à cette dernière date. Tout instrument de contribution déposé et/ou accepté par le FIDA comme un instrument dûment exécuté après la prise d'effet de la reconstitution des ressources prend effet à la date de ladite acceptation.
18. **Ressources disponibles pour engagement.** À la prise d'effet de la reconstitution des ressources, toutes les contributions supplémentaires créditées aux ressources du Fonds sont considérées comme disponibles pour engagement opérationnel en vertu de l'alinéa b) de la section 2 de l'article 7 de l'Accord et des autres politiques pertinentes du Fonds.

V. Contributions anticipées

19. Nonobstant les dispositions de la section IV (Prise d'effet) de la présente résolution, le Fonds peut utiliser toute contribution ou tranche de contribution versée avant la prise d'effet de la reconstitution des ressources pour ses opérations, conformément aux dispositions de l'Accord et de ses politiques pertinentes, sauf si un Membre en dispose autrement par écrit. Tout engagement de prêt ou de don souscrit par le Fonds sur de telles contributions anticipées est, à toutes fins utiles, considéré comme faisant partie du programme opérationnel du Fonds avant la prise d'effet de la reconstitution des ressources.

VI. Versement des contributions

20. **Contributions non conditionnelles**
 - a) **Paiement par tranches.** Chaque Membre contribuant peut, s'il le souhaite, verser sa contribution non conditionnelle soit en une seule fois, soit en plusieurs tranches au cours de la période couverte par la reconstitution des ressources. Sauf indication contraire figurant dans l'instrument de contribution, les paiements échelonnés de chaque contribution non conditionnelle peuvent être, au choix du Membre, d'un montant égal ou d'un montant progressif, soit une première tranche d'au moins 30% de la contribution, une deuxième d'au moins 35% et une troisième, le cas échéant, pour le solde restant.
 - b) **Dates des paiements**
 - i) **Paiement unique.** Le versement en une seule fois doit être fait dans les 60 jours qui suivent la prise d'effet de l'instrument de contribution du Membre.
 - ii) **Paiement en plusieurs tranches.** Le paiement en plusieurs tranches est fondé sur le calendrier suivant: le versement initial est effectué au plus tard à la date du premier anniversaire de l'adoption de la présente résolution; la deuxième tranche est payée au plus tard à la date du deuxième anniversaire de l'adoption de la présente résolution; toute autre tranche est payée au plus tard le dernier jour de la période de trois ans qui suit l'adoption de la présente résolution. Néanmoins, si la

date de prise d'effet ne précède pas la date du premier anniversaire de l'adoption de la présente résolution, le premier paiement doit être fait dans les 60 jours qui suivent la prise d'effet de l'instrument de contribution du Membre; la deuxième tranche est payée au plus tard à la date du premier anniversaire de la prise d'effet de la reconstitution des ressources; toute autre tranche est payée avant la date du troisième anniversaire de la prise d'effet de la reconstitution des ressources ou au plus tard le dernier jour de la période couverte par la reconstitution des ressources.

- c) **Paiement anticipé.** Tout Membre peut verser sa contribution avant la date indiquée au paragraphe 20 b) ci-dessus.
 - d) **Autres dispositions.** Le Président peut, à la demande d'un Membre, modifier le calendrier de paiement susmentionné, les pourcentages et le nombre de tranches de la contribution, sous réserve que cette modification n'affecte pas les besoins opérationnels du Fonds.
21. **Contributions conditionnelles.** Les contributions conditionnelles sont payables dans les 90 jours suivant la prise d'effet de l'instrument de contribution du Membre au moment et dans la mesure où les contributions en question deviennent non conditionnelles, si possible aux dates de paiement indiquées au paragraphe 20 b) de la présente résolution. Un Membre ayant déposé un instrument de contribution pour une contribution conditionnelle doit informer le Fonds du statut de la tranche de paiement de ladite contribution au plus tard dans les 30 jours qui suivent les dates de paiement annuel indiquées au paragraphe 20 b) de la présente résolution.
22. **Monnaie de paiement**
- a) Les contributions peuvent être versées dans une monnaie librement convertible, sous réserve du paragraphe 9 de la présente résolution.
 - b) Conformément à l'alinéa b) de la section 2 de l'article 5 de l'Accord, la valeur de la monnaie de paiement en DTS est calculée sur la base du taux de change utilisé par le FIDA pour inscription dans ses livres comptables au moment du versement.
23. **Mode de paiement.** Conformément à l'alinéa c) de la section 5 de l'article 4 de l'Accord, les contributions à acquitter sont versées en espèces, au choix du Membre, sous forme de billets à ordre ou d'obligations similaires non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêts, payables à parité sur demande du Fonds et conformément aux dispositions du paragraphe 24 de la présente résolution. Dans la mesure du possible, les Membres peuvent envisager de verser leur contribution de base, leur contribution à l'ASAP+ et leur contribution au Programme PSPF en espèces.
24. **Encaissement des billets à ordre ou obligations similaires.** Conformément aux dispositions de l'alinéa c) i) de la section 5 de l'article 4 de l'Accord et de l'article V du Règlement financier du FIDA, les billets à ordre ou obligations similaires des Membres sont encaissés conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 20 de la présente résolution sur la reconstitution des ressources ou d'un commun accord par le Président et les Membres contributeurs.
25. **Modalités de paiement.** Au moment du dépôt de son instrument de contribution, chaque Membre communique au Fonds sa proposition de calendrier et de mode de paiement sur la base des dispositions énoncées aux paragraphes 20 à 23 de la présente résolution.

VII. Attribution des voix de reconstitution des ressources

26. **Création de voix de reconstitution des ressources.** De nouvelles voix de reconstitution des ressources sont créées en fonction des contributions de base, des contributions à l'appui de l'ASAP+, des contributions à l'appui du Programme PSPF et de l'élément de libéralité de tout prêt concessionnel de partenaire octroyé au titre de la Douzième reconstitution des ressources (voix de la Douzième reconstitution des ressources). Pour calculer le nombre total des voix de la Douzième reconstitution des ressources, on divise par la somme de 1 580 000 USD le montant total des annonces de contribution de base, de contribution à l'appui de l'ASAP+, des contributions à l'appui du Programme PSPF et de l'élément de libéralité de tout prêt concessionnel de partenaire, reçus dans chaque cas dans les six mois suivant la date d'adoption de la présente résolution.
27. **Répartition des voix de reconstitution des ressources.** Les voix de la Douzième reconstitution des ressources ainsi créées sont réparties comme suit, conformément aux alinéas a) ii) et iii) de la section 3 de l'article 6 de l'Accord:
- a) **Voix de Membre.** Les voix de Membre sont réparties à égalité entre tous les Membres, conformément au sous-alinéa a) ii) A) de la section 3 de l'article 6 de l'Accord.
 - b) **Voix de contribution.** Conformément au sous-alinéa a) ii) B) de la section 3 de l'article 6 de l'Accord, les voix de contribution sont réparties entre tous les Membres au prorata de la contribution de base, des contributions à l'appui de l'ASAP+, des contributions à l'appui du Programme PSPF et de l'élément de libéralité des prêts concessionnels de partenaires consentis par chaque Membre ou institution bénéficiant de son appui, par rapport au montant total des contributions de base, des contributions à l'appui de l'ASAP+, des contributions à l'appui du Programme PSPF et de l'élément de libéralité de tous les prêts concessionnels de partenaires, comme précisé à la section II (Contributions) de la présente résolution.
 - c) L'attribution et la répartition des voix originelles et des voix des Quatrième, Cinquième, Sixième, Septième, Huitième, Neuvième, Dixième et Onzième reconstitutions des ressources seront maintenues, que la présente résolution entre ou non en vigueur.
28. **Prise d'effet des voix de reconstitution des ressources.** La répartition des voix de la Douzième reconstitution des ressources, telle que décrite ci-dessus, prend effet six mois après l'adoption de la présente résolution. Le Président informera tous les Membres, au plus tard 15 jours après la date susmentionnée, que la répartition des voix de Membre et des voix de contribution pour la Douzième reconstitution des ressources a été effectuée, et il communiquera cette information au Conseil des gouverneurs à sa quarante-cinquième session.

VIII. Mobilisation de ressources supplémentaires

29. **Emprunt par le Fonds**
- a) **Finalité de l'emprunt.** Tout en reconnaissant que les contributions aux reconstitutions des ressources sont, et doivent demeurer, la principale source de financement du FIDA, le Conseil des gouverneurs accueille avec satisfaction et appuie l'intention du FIDA de mobiliser un ensemble de ressources plus diversifié, dont des prêts consentis par des États membres ou des institutions bénéficiant de leur appui, par des banques multilatérales de développement, par des institutions supranationales et par des investisseurs institutionnels privés, aux termes du Cadre d'emprunt intégré, pendant la période de reconstitution des ressources. Des ressources pourraient aussi être mobilisées par l'emprunt sur les marchés à un stade ultérieur, avec l'accord des organes directeurs compétents.

- b) **Cadre d'emprunt intégré.** Le Conseil d'administration a créé un Cadre d'emprunt intégré, qui définit les piliers de l'ensemble de l'activité d'emprunt du FIDA et qui, plus particulièrement, introduit la possibilité d'emprunter auprès de banques multilatérales de développement, d'institutions supranationales et d'investisseurs institutionnels privés. Le Cadre d'emprunt souverain et le Cadre des prêts concessionnels de partenaires font partie du Cadre d'emprunt intégré et restent en vigueur pour les partenaires respectifs. Dans la logique dudit Cadre, la direction continuera de tenir le Conseil d'administration informé de toute négociation officielle engagée avec les prêteurs potentiels, notamment en ce qui concerne les études préalables entreprises et les informations financières obtenues.
- c) **Limite de responsabilité.** En ce qui concerne les alinéas a) et b), il est rappelé, pour dissiper tout doute à ce sujet, que la section 3 de l'article 3 de l'Accord dispose comme suit: "Nul Membre n'est responsable, en raison de sa qualité de membre, des actes ou des obligations du Fonds."

30. **Cofinancement et opérations diverses**

Durant la période couverte par la reconstitution des ressources, le Conseil d'administration et le Président sont invités à prendre les mesures nécessaires pour, d'une part, renforcer le rôle de catalyseur joué par le Fonds en vue de l'accroissement de la part des financements nationaux et internationaux destinés à l'amélioration du bien-être et de l'autonomie des populations rurales pauvres et, d'autre part, pour compléter les ressources du Fonds en s'appuyant sur la faculté de celui-ci à offrir des services financiers et techniques, y compris à administrer des ressources et à intervenir comme agent fiduciaire, dans le droit fil de l'objectif et des fonctions du Fonds. Les opérations relatives à la prestation de ces services financiers ne sont pas financées sur les ressources du Fonds.

IX. Rapports au Conseil des gouverneurs

31. Le Président soumettra au Conseil des gouverneurs, à sa quarante-cinquième session et aux sessions suivantes, des rapports sur l'état des engagements, les paiements et d'autres questions pertinentes concernant la reconstitution des ressources. Les rapports seront soumis au Conseil des gouverneurs, assortis des observations du Conseil d'administration, le cas échéant, et de ses recommandations.

X. Examen par le Conseil d'administration

32. Le Conseil d'administration examine périodiquement l'état des contributions au titre de la reconstitution des ressources et prend toute mesure nécessaire pour l'application des dispositions de la présente résolution.
33. Si, durant la période couverte par la reconstitution des ressources, des retards dans le versement d'une contribution entraînent, ou risquent d'entraîner, une suspension des opérations de prêt du Fonds ou empêchent autrement la réalisation substantielle des objectifs de la reconstitution des ressources, le président du Conseil des gouverneurs peut, à la demande du Conseil d'administration, convoquer une réunion de la Consultation établie en vertu de la résolution 211/XLIII (2020), afin d'examiner la situation et d'étudier les moyens de remplir les conditions requises pour la poursuite des opérations de prêt du Fonds ou pour la réalisation substantielle de ces objectifs.

XI. Examen à mi-parcours

34. La mise en œuvre des mesures et initiatives mentionnées dans le Rapport sur FIDA12 fera l'objet d'un examen à mi-parcours, dont les conclusions seront présentées à une réunion de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA.